

Séance publique du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Avis sur le projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie

Jeudi 7 mai 2009

intervention de
Pascal Popelin
Vice-président du Conseil général
Premier adjoint au maire de Livry-Gargan

6 V 09

M. le président,
Mes chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Quelques mots pour dire mon plein accord avec la proposition d'avis qui vient d'être présentée par notre collègue Josiane Bernard.

Nous ne pouvons qu'approuver les orientations globales et les objectifs du SDAGE, puisqu'ils visent à maintenir ou restaurer un bon état des eaux. Les directives européennes en la matière rejoignent les préoccupations qui sont celles de notre Assemblée départementale en matière de développement durable.

J'observe toutefois que certaines normes sont parfois contestables. Il y a, par exemple, débat sur la pertinence d'aller vers le tout séparatif en matière de réseaux. Dans notre agglomération, la qualité des eaux pluviales lorsqu'elles arrivent au sol est malheureusement loin d'être irréprochable et l'impact des ruissellements n'arrange rien. Il est donc illusoire d'imaginer qu'il y aurait d'un côté, des eaux pluviales saines et de l'autre, des eaux usées à traiter lourdement. Pourquoi dans ces conditions engager des investissements extrêmement lourds, pour développer des réseaux séparatifs ? Les experts divergent sur ce point et il me semble souhaitable que cette question soit de nouveau posée à ceux qui édictent les normes. Nous devrions en effet pouvoir concentrer les moyens financiers -qui ne sont pas extensibles- sur des travaux améliorant réellement l'état écologique des milieux et de la ressource en eau.

Puisque j'évoque les moyens financiers, chacun doit avoir conscience des sommes colossales qu'il faudra investir au cours des vingt prochaines années, pour approcher seulement les objectifs. Ce qui doit nous interroger sur les sources de financement. Quelles sont-elles aujourd'hui ? Elles reposent exclusivement sur la facture d'eau, au moyen des redevances communales, départementales et interdépartementales d'assainissement, auxquelles s'ajoute la redevance prélevée par l'Agence de l'eau Seine-Normandie. Ces prélèvements représentent plus de la moitié du prix du mètre cube d'eau facturé. Alors même qu'il faudra inévitablement les augmenter lourdement dans les années qui viennent - ce qui a déjà commencé d'ailleurs ces dernières années- je rappelle que le gouvernement de droite a ponctionné en 2003 plus de 110 millions d'euros sur le budget de l'Agence. Après avoir pris l'argent des usagers de l'eau, on leur demande donc -et on leur demandera encore plus demain- d'accepter des augmentations, au nom de la défense de l'environnement. J'estime qu'avant de demander cet effort nécessaire aux consommateurs, l'Etat devrait commencer par rendre l'argent qu'il leur a pris. Voilà pourquoi, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Agence, je n'ai pas voté les dernières augmentations de redevances qui nous ont été demandées.

S'agissant de la prévention des crues et du soutien d'étiage, il est indispensable que l'action conduite sur le bassin amont de la Seine, au moyen des 4 grands barrages réservoirs, ne soit plus -dans l'avenir- exclusivement à la charge des 4 départements de la petite couronne, dont le notre. Certains sont vieillissants et garantir la pérennité de ces ouvrages sensibles et indispensables nécessite dès cette année des travaux lourds, donc chers. La réalisation d'un 5^e ouvrage, pour atténuer les effets d'une crue centennale de type 1910 (dont le 100^e anniversaire interviendra en janvier prochain) est tout aussi nécessaire qu'onéreuse, y compris pour conduire à leur terme les études préalables qui sont en cours. J'ai donc souhaité, dans ma responsabilité de président des Grands lacs de Seine, engager le processus de création d'un Etablissement public territorial de bassin qui regrouperait, outre nos 4 départements actuels, 10 autres Conseils généraux et 3 Conseils régionaux, dont l'Île-de-France. Le dernier alinéa de l'avis proposé aujourd'hui -qui sera repris dans des termes comparables dans les avis des départements de Paris, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne- constitue un point d'appui qui me sera fort utile dans les discussions qui s'engagent. Je tenais à en remercier les auteurs.